

Communiqué

Redeyef, le 19 février 2009

Depuis plus de deux ans, la ville de Redeyef vit sous un terrible siège policier suite aux protestations pour l'emploi et la justice sociale et contre la corruption dans bassin minier. Au lieu de prendre des mesures pour combattre les vraies causes des tensions qui secouent la région, le pouvoir a préféré réprimer, humilier, organiser les procès inéquitables et emprisonner des centaines de personnes qui ont participé au mouvement de protestation. Aujourd'hui, plus de trois mois après notre sortie de prison, le pouvoir n'a pas fait le moindre pas pour régler cette crise. Bien au contraire, la corruption s'est encore aggravée, les autorités ont renié tous les accords conclus, y compris les projets qu'elles ont promis de réaliser. Elles se sont contentées de créer des sociétés de sous-traitance, les dirigeants de ces sociétés ont en profité pour s'enrichir, se remplir les poches et abuser de l'argent public. Les anciens détenus renvoyés de leur travail n'ont pas été réintégrés et les chômeurs d'entre-eux n'ont eu aucune proposition de travail. Les autorités, qui continuent à observer un mutisme total sur ces questions, ont renforcé la filature et la surveillance des anciens détenus. Ceci ne peut que faire monter la tension et rendre la situation explosive à nouveau. Nous tirons la sonnette d'alarme sur cette situation et rappelons qu'une vraie solution passe par :

- 1- La libération des détenus qui croupissent toujours en prison et l'arrêt des procès et des poursuites en cours
- 2- La clôture du dossier judiciaire et l'annulation de la mesure de libération conditionnelle par la promulgation d'une amnistie qui nous permet de recouvrir nos droits civils légitimes.
- 3- La réintégration des anciens détenus renvoyés de leur travail et la proposition d'un emploi pour les autres.
- 4- La création de projets de développement viables permettant d'alléger le poids de la misère et du chômage.
- 5- L'ouverture d'une enquête sérieuse sur les dossiers de corruption et de malversations financières, et la poursuite des responsables du pourrissement de la situation.

Notre patience ne saura durer longtemps. Nous appelons tous les démocrates, militants syndicalistes, politiques ou associatifs, à être à nos côtés et nous soutenir pour réaliser nos droits.

Pour les détenus du bassin minier

Adnane Hajji, Tarek Hlaïmi, Taeïb Ben Othmane, Hafnaoui Ben Othmane, Adel Mayer, Abid Khlaïfi